

Doccla

L'EXPERT BRITANNIQUE DE TÉLÉSURVEILLANCE MÉDICALE S'EXPORTE EN FRANCE

La télésurveillance est allée vite, très vite au Royaume-Uni. Avec la crise COVID, le nombre de patients suivis a explosé. L'entreprise Doccla, bien implantée chez nos voisins britanniques et dans 10 pays de l'UE (suite au rachat de son fournisseur danois O'IH), anticipe le même essor pour la France. Ses dirigeants se disent prêts à accompagner le changement.



Mélanie Foissey

Directrice des ventes pour Doccla France

Crédit photo : DR



Tara Donnelly

Founder Digital Care

Crédit photo : DR

LE BOOM DE LA TÉLÉSURVEILLANCE AU ROYAUME-UNI

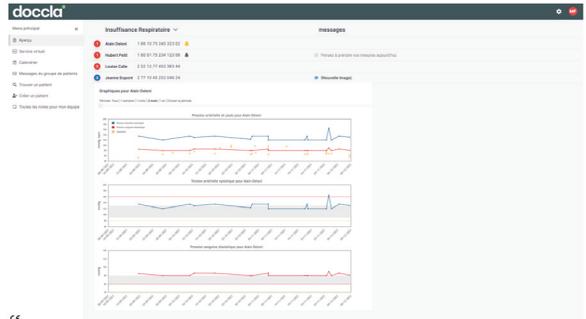
En mars 2020, le Royaume-Uni entre en confinement. Le NHS (National Health Service, qui regroupe les hôpitaux publics du pays), comme de nombreux établissements de soins dans le monde, voit son activité fortement perturbée. Tara Donnelly, alors directrice du numérique au sein du NHSX (l'unité nationale d'innovation numérique du NHS), est approchée par un médecin responsable d'un des plus grands services de la HAD du NHS pour mettre en place un suivi à domicile des patients. « L'hôpital n'était alors pas en avance sur le numérique. Nous en étions encore à l'utilisation du téléphone, du papier et de tableaux pour assurer la surveillance », se souvient-elle. En à peine quatre semaines pourtant, les équipes déploient un outil numérique mis à disposition gratuitement durant la période COVID. L'intérêt du NHS pour cette télésurveillance est fort et immédiat. Dès 2021, un mandat est accordé pour l'ouvrir à tous les domaines. 42 Systèmes de Soins Intégrés (ICS, Integrated Care Systems) sont mis en place et disposent d'une Unité de Télésurveillance Médicale pour le suivi des patients. « En trois ans, nous sommes ainsi passés d'une télésurveillance quasi inexistante dans le pays, à plus de 6 000 patients suivis. »

Lorsqu'un patient est suivi par Doccla, un set lui est fourni, contenant tous les dispositifs de mesures physiologiques nécessaires, ainsi qu'une tablette ou un téléphone. Les équipes de Doccla pré-configurent la connexion de ces dispositifs de mesures physiologiques à l'application mobile Doccla, directement via Bluetooth. « Nous suivons des personnes âgées, souvent entre 70 et 80 ans. Notre solution se doit d'être la plus simple possible », souligne Mélanie Foissey, directrice des ventes pour Doccla France. Les paramètres enregistrés sont modulables en fonction du patient et de sa pathologie : pouls, pression artérielle, ECG, température, poids, capacité respiratoire... Les équipes médicales ont également la possibilité d'ajouter sur la tablette des questionnaires, des dépliants numériques ou des vidéos éducatives, selon les groupes de patients suivis.

Côté hôpital, les soignants ont accès à un tableau de bord. Grâce à des symboles de couleur, ils détectent très rapidement quels sont les patients présentant une détérioration de l'état de santé. Ils peuvent alors réagir très vite, en contactant leur patient par messagerie ou par appel vidéo. « Avec cette organisation, un infirmier peut très aisément s'occuper de beaucoup plus de patients, précise Tara Donnelly. Car s'il suit 100 personnes, il identifiera très vite quelles sont les 8 qui demandent une attention particulière. » Et si l'établissement de santé ne dispose pas des ressources suffisantes pour assurer le suivi en interne, Doccla propose également un service de surveillance médicale si nécessaire.

LA FRANCE N'EST PAS EN RESTE

En France, la tendance est déjà bien amorcée. Elle est le premier pays européen à rembourser les activités de télésurveillance. Il y a un an, un décret élargissait le panel des pathologies prises en charge, passant de 5, à un remboursement de toutes les maladies



ce

suivies en télésurveillance. Une seule condition : que l'activité à distance présente un intérêt supérieur à celui d'un suivi médical conventionnel. Depuis, plusieurs dispositifs sont venus appuyer les industriels pour favoriser l'essor de nouvelles solutions. Un guichet unique, G_NIUS, pour Guichet National Innovation et Usage e-Santé, permet d'ailleurs de regrouper toutes les aides. « Notre but est de faire gagner du temps aux innovateurs, résume Vincent Vercamer, directeur de projets à la DNS (Délégation du Numérique en Santé, rattachée au Ministère de Santé et de la Prévention). Le nombre d'acteurs institutionnels de la santé numérique est important. Nous souhaitons les fédérer pour rendre simples, efficaces et compréhensibles les orientations de l'Etat ». Le guichet apporte ainsi un accompagnement réglementaire, financier, et technique pour les industriels qui voudraient notamment profiter du dispositif PECAN (Prise En Charge Anticipée). Et le programme trouve son public puisque 3 000 membres font dorénavant et déjà partie de la communauté.

Un élan que confirme la conseillère de Doccla. « Nous nous orientons à grands pas vers un système de soins virtuels. Il sera bientôt étrange de soigner à l'hôpital des malades sur un temps long. Car nous pouvons désormais proposer des soins personnalisés et être plus proactifs. » Mélanie Foissey y voit un autre intérêt. La télésurveillance permet selon elle de travailler plus sereinement, avec moins de pression et de fatigue, et pour quoi pas même, depuis son domicile. « Cela est particulièrement important en France, où le manque de personnel est criant et la crise des vocations très marquée. Pour les professionnels, savoir qu'ils peuvent travailler depuis chez eux tout en étant auprès du bon patient, au bon moment, est une manière de travailler beaucoup plus apaisée. »

Pour les patients, Doccla met en avant ses chiffres : 29% d'admissions aux urgences évitées pour ses utilisateurs au Royaume-Uni, un taux d'observance de 98% de la part des patients (envoi régulier des questionnaires et des données...) et 98,9 % recommandent le service à leur entourage. De plus, l'implication serait plus grande, notamment sur les maladies chroniques. « Ils se sentent plus en sécurité, et plus actifs dans leur maladie », souligne Mélanie Foissey. Le sommeil et l'appétit seraient également améliorés. Des arguments qui incitent Etat, établissements de santé et industriels à augmenter encore la cadence dans la voie de la télésurveillance.

Marion BOIS et Isaac TAREK